

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

# LA VÉRITÉ

ORGANE DU GROUPE BOLCHÉVIK-LÉNINISTE

ABONNEMENTS — France : 1 an, 20 Fr. — 6 mois, 10 Fr.  
Etranger : 1 an, 30 Fr. — 6 mois, 15 Fr.  
Compte Chèque Postal : Dopaife 1891.14 Paris  
Bi-mensuel paraissant le 2<sup>e</sup> et le dernier vendredi du mois

Adresse provisoire :  
JEANNE BRISACK  
11, rue de Meulin-Joly  
PARIS (11)

## A BAS L'UNION SACRÉE !

### Classe contre Classe !

LES CHEFS DU FRONT POPULAIRE ET LA CHAMBRE CAPITULENT DEVANT LA ROCQUE

## Avec les bolchevicks léninistes, les ouvriers relèveront le drapeau rouge prolétarien !

Laval triomphe. La Rocque aussi. Et MM. les chefs radicaux aussi triomphent à leur manière. Le Parlement-croquignol, agenouillé depuis l'assaut fasciste du 8 février, a courbé le front plus bas encore : il vote la confiance à l'aventurier qui couvre du manteau de la trahison perpétuelle l'organisation des Croix de Feu, suppôts du capitalisme, assassins d'ouvriers. Ceux qui ont sur les mains le sang des prolétaires de Brest et de Toulon, victimes expiatoires sacrifiées à la déflation budgétaire de Laval-Herriot, n'avaient pas de raison d'engager la lutte contre les bandes fascistes.

Bilan des décrets-lois : des milliards pour la guerre, rien pour les masses laborieuses. Le chômage en hausse, le commerce ruiné, l'Etat endetté à un rythme vertigineux. Ces messieurs du coffre-fort envisagent alors, après le vol par la déflation, le détournement par la dévaluation et l'inflation. Au moment décisif, le Front Populaire s'évanouit.

### L'UNION SACRÉE...

Dans une séance étonnante de la Chambre, les députés de gauche et de droite, marinant à qui mieux mieux depuis plusieurs mois dans la saumure tricolore, se livrent aux émotions de l'Union sacrée. Haro sur les ouvriers ! Haro sur la gent exploitée et misérable qui défend comme elle le peut, avec les poings, avec des cailloux, des armes si possible, son ventre vide et son espoir d'un monde meilleur.

Mais paix à ces braves Croix de Feu, ces commandités de la Banque et de l'Industrie, ces chiens de garde du capital menacé ! Le Front Populaire parlementaire se vautre avec satisfaction dans l'air de la « réconciliation nationale ». « La France aux Français », clamait l'« Ami du Peuple » depuis plusieurs années. « La France aux Français », clame maintenant l'« Humanité » sous la plume des Duclos et Cie. Rapprochement non fortuit !

L'hémicycle sent son cœur battre patriotiquement. MM. les honnêtes fascistes et réactionnaires, ces gros usiniers, ces affairistes ricament de joie à la réussite de leur bon tour : le Front Populaire, qui arborait la cocarde tricolore, est pris à son propre piège. « Tout ce qui est national est nôtre. » Les radicaux-socialistes pourris, cette écume de l'énergie populaire du pays, le ramassés des avocats marrons, des journalistes de salon, battent des mains. Leur viande tremblait. Elle se rassure.

### LA MANŒUVRE DE LA ROCQUE

Le colonel, expert du 2<sup>e</sup> Bureau, a pratiqué le travail parmi les insoumis du Maroc. Il connaît la manière. Contre ces fiers guerriers, il lançait ses colonnes meurtrières. Contre la cohue parlementaire, il se contente des menaces de ses groupes. M. Ybarnégary, faisant fonction d'aide de camp, dicte à ces messieurs les conditions du colonel.

Un factieux, un insurgé, le colonel ? Rien de cela ! Un honnête citoyen, apôtre de la réconciliation nationale, et rien de plus ! On exige le désarmement de sa Ligue ? Qu'à cela ne tienne ! Il n'a pas d'armes : qu'on perquisitionne. Il est prêt à changer la forme paramilitaire de ses organisations... Mais, par contre, tolérera-t-on la réaction des prolétaires ? Et l'aide de camp de lire les appels de « REVOLUTION », de faire connaître à la tribune la parole prolétarienne : « Pour un ouvrier qui sera touché, dix des vôtres seront descendus. » Il dicte alors les ordres : que tout citoyen trouvé porteur d'une arme sera puni d'une peine d'un an à trois

## Les Députés votent... ...Les Juges appliquent

Le jugement de Caen, infligeant 7 années de prison aux antifascistes de Mondoville, vient donner son véritable sens à la « réconciliation française » prêchée par Cachin, Blum et Ybarnégary.

Dans l'article ci-dessous, écrit au lendemain de la séance de la Chambre où furent votées les nouvelles lois de répression, nous avons dénoncé le sens de la manœuvre.

Avec les condamnations de Caen, avec celle de Bondy (un an et demi de prison pour avoir riposté aux Croix de Feu !), elle apparaît clairement.

LES CROIX DE FEU ONT FAIT UN NOUVEAU PAS EN AVANT pour se soumettre à l'Etat. Voilà la vérité ! Plus que jamais, Laval frayera la voie à La Rocque — si la classe ouvrière n'intervient pas.

Les journaux du Front Populaire sont pleins de rodomontades sur leur prétendue victoire. Pour les démocrates bourgeois, c'est peut-être une victoire ; à la Pyrrhus du reste, car la manœuvre Croix de Feu est aussi l'annonce de la disparition irrémédiable du Parti Radical.

Mais pour les ouvriers, c'est un recul. Les condamnations de Caen sont venues le souligner. MM. les chefs vantent la « réconciliation française », mais les ouvriers subissent une répression aggravée, en France, en Algérie ou en Indochine.

Devant cette faillite honteuse des partis ouvriers, attachés au char d'Herriot, seule la voie de la création du nouveau parti révolutionnaire apportera le salut. Nous y consacrons toutes nos forces.

ans de prison sans sursis ; que tout étranger, dans le même cas, sera immédiatement expulsé, ainsi que ses parents.

### TRAHISON

Alors se dévoile dans son effrayante profondeur la trahison des chefs du Front Populaire. Léon Blum parle :

« Je me tourne vers M. Ybarnégary et je lui dis : nous sommes prêts à dissoudre nos organisations dans la mesure où elles sont de forme paramilitaire... Et vous ? »

A Judas, Judas et demi : M. Thorez s'associe à l'appel de Blum.

Qu'en dites-vous, militants socialistes, membres des T.P.P.S. ou non ? Qu'en dites-vous, prolétaires prêts aux sacrifices suprêmes pour la défense de votre classe ? Après votre labeur à l'usine, vous consacrez vos forces disponibles à l'organisation de votre défense, de vos luttes, à la propagande contre ces nouveaux agents du capitalisme : les fascistes. Plusieurs d'entre vous ont payé de leur vie cette action, les assassins sont restés impunis. Ils parquent ; ils viennent dicter leurs ordres au troupeau parlementaire. Et que répond le « chef » socialiste ? D'une parole, il dispose de votre vie ; il lève devant l'ennemi votre défense, il fait confiance à votre adversaire le plus acharné, IL VOUS VEND.

Qui donc oserait contester que seul le mot : trahison, s'applique en ce cas ? Qui pourrait méconnaître qu'en 1935 les deux actes de trahison de Léon Blum ont été la déclaration d'Union sacrée contre l'Allemagne et le monstrueux baiser Lamourette du 8 décembre 1935 ?

A cette démagogie puante ne devait pas manquer le grotesque. Laval le failli, l'avocat besogneux, en turpitude, le maquignon devenu diplomate, se frotte les mains. L'intrigue lui réussit à Paris presque aussi bien qu'à Rome : « J'enregistre avec satisfaction, dit-il, cette triple déclaration qui fait honneur à la Chambre et dont le gouvernement, à l'issue du débat, saura tirer les conclusions. » Et, en effet, il tira les conclusions avec ses lois nouvelles.

Blum et Thorez, toute honte bue, essayent d'esquiver leurs responsabilités. Mais la manœuvre de La Rocque, au lieu de la démasquer, ils la couvrent. MM. les radicaux s'en donnent alors à cœur joie. Dans un mouvement endiablé, Laval fait voter à ses députés trois projets de lois inspirés de la réaction la plus féroce, sans leur laisser le temps d'aller se coucher. Et ils votent ! L'expérience parlementaire du Front populaire touche à son terme : l'effon-

drement. Cinq fois de suite, Laval a obtenu l'appui des radicaux dans des votes de confiance : pour ses décrets-lois de mai, pour sa répression de la loi de mai, pour sa politique militariste.

Voici les lois votées ! Notez-le bien : la Chambre ignoble, qui reprochait à Laval d'adopter les lois par décrets, a voulu relever son honneur en votant elle-même des lois qui, sous couleur de « réconciliation nationale », sont le plus effroyable instrument de duperie, de démoralisation et de répression anti-prolétarienne.

### LES LOIS NOUVELLES

Fort des déclarations de Blum et de Thorez, qui s'est associé aux déclarations du premier, Laval a fait mine d'étendre à tous, les bienfaits de sa justice distributive. Ainsi agissent les gouvernements que nous avons maintes fois qualifiés de type « bonapartiste », c'est à-dire qui, faisant pression sur ses deux ailes, agit en fait pour paralyser le prolétariat, acculer à l'impasse les démocrates bourgeois rampants, et frayer la voie à la réaction militaire et au fascisme. Le rapporteur Chauvin, suprême espoir des chefs du Front Populaire, s'est rallié aux projets de Laval, combattant même les timides amendements apportés par les députés communistes !

Que disent ces lois ?

## Les Comités d'action et le Front Populaire par LÉON TROTSKY.

Le « Front Populaire » est une coalition du prolétariat avec la bourgeoisie impérialiste, en la personne du parti radical et d'une série de pourritures de la même espèce et de plus petite taille. La coalition s'étend au domaine parlementaire. Dans les deux domaines, le parti radical, qui conserve son entière liberté d'action, limite brutalement la liberté d'action du prolétariat.

Le parti radical lui-même se trouve dans un processus de décomposition : chaque nouvelle élection montre que les électeurs le quittent pour la droite et pour la gauche. Au contraire, les partis socialistes et communistes — en l'absence d'un parti véritablement révolutionnaire — se renforcent. La tendance générale des masses travailleuses, y compris les masses petit-bourgeoises, est tout à fait évidente : vers la gauche. L'orientation des chefs des partis ouvriers n'est pas moins évidente : vers la droite.

Pendant que les masses, par leurs votes et par leur lutte, veulent renverser le parti radical, les chefs du front unique, au contraire, aspirent à le sauver. Après avoir gagné la confiance des masses ou-

vières sur la base d'un programme « socialiste », les chefs des partis ouvriers cèdent volontairement la part du lion de cette confiance aux radicaux en qui les masses ouvrières n'ont aucune confiance.

### MASSES ET CHEFS

#### DANS LE FRONT POPULAIRE

Le « Front Populaire » dans son aspect actuel foule aux pieds non seulement la démocratie ouvrière, mais aussi la démocratie formelle, c'est-à-dire la bourgeoisie. La plupart des électeurs radicaux ne participent pas dans la lutte des travailleurs, et, par conséquent, dans le « Front Populaire ». Cependant, le parti radical occupe dans ce « Front » non seulement une position à égalité, mais une position privilégiée ; les partis ouvriers sont contraints de limiter leur activité par le programme du parti radical. Cette idée est mise en pratique avec le moins de gêne par les cyniques de l'Humanité. Les dernières élections sénatoriales manifestent avec une très grande clarté la situation privilégiée des radicaux dans le Front Populaire. Les chefs du parti communiste se vantent ouvertement d'avoir renoncé en faveur des partis non-prolétariens à quel-

ques places qui appartiennent, de plein droit, aux ouvriers. Cela signifie tout simplement que le Front Unique a rétabli partiellement le sens électoral sur la base de la fortune en faveur de la bourgeoisie.

Le « Front » est par définition l'organisation directe et immédiate de la lutte. Là où il s'agit de la lutte, chaque ouvrier vaut une dizaine de bourgeois, même adhérent au « Front Populaire ». Au point de vue de la combattivité révolutionnaire du « Front », les privilèges électoraux devraient être donnés non aux bourgeois radicaux, mais aux ouvriers. Mais au fond les privilèges ne sont pas nécessaires. Le « Front Populaire » défend « la démocratie » ? Qu'il commence alors par l'appliquer dans ses propres rangs. Cela signifie : la direction du « Front Populaire » doit directement et immédiatement refléter la volonté des masses en lutte.

Comment ? Très simplement : par des élections. Le prolétariat n'interdit à personne de lutter à côté de lui contre le fascisme, le gouvernement bonapartiste de Laval, le complot militaire des impé-

(Suite page 2)

Que seront dissoutes les organisations qui « présenteraient par leur forme et leur organisation militaires le caractère de groupe de combat ou de milices privées ; qui provoqueraient à des manifestations armées ou antérieurement interdites dans des lieux publics ou privés ; qui auraient pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ou attenter par la force à la forme républicaine du gouvernement ». 6 mois à 2 ans de prison pour ceux qui persévèrent dans ces organisations !

Trois mois à deux ans à ceux qui seront trouvés dans une réunion ou manifestation « porteurs d'une arme apparente ou cachée ou d'un engin dangereux pour la sécurité publique » !

Enfin, la loi sur la presse réprimera « les provocations aux crimes de meurtres, de pillage et d'incendie ».

Eh bien, ces lois ne visent en rien La Rocque et ses bandes ! Elles se retournent entièrement contre les travailleurs. L'ouvrier à qui l'on trouveva (ou à qui l'on placera) une pierre, ou un objet de bois dans la poche, ou une manifestation, récoltera 2 ans de prison. Par contre, les armes des Croix de Feu seront légalisées sous le couvert « d'officiers de réserve », de société de « sport » ou autres. Ceux qui seraient pris en flagrant délit seront épargnés.

Quant à la « défense de la forme républicaine du gouvernement », Thorez est pris à son propre piège. Ce sont les marxistes et les révolutionnaires qui seront visés, et non les Croix de Feu, qui n'auront pas de peine à démontrer qu'ils sont des républicains bourgeois.

Donc, en fait de « désarmement bilatéral », le bilan sera le suivant : attaque du gouvernement contre la résistance des masses, contre les formations de défense ouvrières, et légalisation de l'offensive de La Rocque, dont les réunions et la propagande seront maintenant officiellement sous la sauvegarde de la « loi » et de l'Etat.

Voilà ce que La Rocque a voulu. Voilà ce qu'il a obtenu. Voilà devant quoi Blum et Thorez ont plié le genou. Mais la classe ouvrière relèvera le défi.

### PRECEDENTS HISTORIQUES

La comédie qui se joue a eu deux précédents historiques, qui serviront à éclairer la question. En Italie et en Allemagne.

En Italie, lors de la montée du fascisme qui suivit le recul du prolétariat après la prise des usines en 1920, la Chambre fut elle aussi placée devant ce fait : la guerre civile s'exacerberait de jour en jour dans le pays, les attentats fascistes se multipliaient, la résistance ouvrière se maintenait ; contre les « squadri » fasciste, se dressaient les « Arditi del Popolo », et les milices rouges. Alors, sous l'égide du gouvernement, fut signé un pacte entre fascistes et socialistes, qui déclaraient proscrire de leurs méthodes de lutte, l'armement et l'attentat.

Le résultat ne se fit pas longtemps attendre : les fascistes étendirent leur propagande, continuèrent leurs agressions. Le prolétariat, démoralisé par la capitulation de ses chefs, recula jusqu'à la défaite.

L'autre exemple est plus proche. En Allemagne, le gouvernement Brüning-Groener, analogue à celui de Laval, fit mine de « pacifier » le pays, devant la menace croissante de choc entre les nazis et les ouvriers. Les S. A. furent dissous ; l'uniforme et l'insigne proscrits. Du même coup le Front Rouge dut disparaître. Le Front Républicain chantait victoire !

# TRAVAILLEURS EN LUTTE, ELISEZ VOUS-MEMES LA DIRECTION DE VOS COMITES

## Les Comités d'action et le Front Populaire

En quoi cela impressionna-t-il Roehm, l'organisateur des S.A. avant de devenir leur victime expiatoire sur l'autel du capitalisme allemand ? Voici ce qu'il écrivit à ce sujet dans ses Mémoires :

« Mais seulement les uniformes et les insignes ont dû disparaître. Après la dissolution comme avant, les détachements de S. A. continuaient à s'entraîner sur le terrain d'exercice de la Reichswehr à Dohéritz comme sur d'autres terrains d'Etat. Seulement, ils s'appelaient maintenant, non plus S. A., mais la Ligue du Sport populaire allemand. »

La suite, on la connaît : l'Etat bourgeois protégea systématiquement la poussée des nazis, jusqu'à leur offrir le pouvoir. La République de Weimar accoucha du Troisième Empire. Les agents de police « Républicains » de la Prusse de Severing cédèrent le pas devant les délégués de von Papen. Le prolétariat allemand souffrit cruellement aujourd'hui dans sa chair de la politique criminelle de ses chefs.

Proletaires de France ! L'heure est venue de se rappeler ces leçons de l'histoire.

### ET MAINTENANT ?

Le « coup de théâtre parlementaire », soigneusement monté entre Laval, Ybarra et La Rocque, qui en revendiquent hautement la paternité au nom des Croix de Feu, ouvre une nouvelle période de lutte. A nous de la comprendre, et d'en tirer les conclusions.

Pour la bourgeoisie française, il s'agit de sortir de l'impasse monétaire, de briser toute résistance économique et sociale des travailleurs, de hâter les préparatifs militaires.

L'Etat s'est endetté l'année dernière de 19 milliards. Il continue à emprunter à jet continu ; il est à la merci des banques. Malgré une déflation de 6 milliards sur les dépenses du budget, il présente pour 1936 un budget en déséquilibre. La dévaluation du franc menace. Il s'agit de spolier une fois de plus les travailleurs. En même temps, on augmente de plusieurs milliards les dépenses d'armement.

Autrement dit, la bourgeoisie se prépare systématiquement pour l'asservissement complet des travailleurs, des exploités, et pour la guerre.

A cela, il n'y a pas d'autre réponse que : l'organisation des ouvriers pour la Révolution socialiste. C'est l'heure de l'intransigeance pour les marxistes révolutionnaires, l'heure de la délimitation implacable d'avec les centristes hésitants et les aventuriers de tous poils.

Le Groupe Bolchévick-Léniniste, une fois de plus, fera entendre hautement sa voix, et travaillera au rassemblement révolutionnaire sans rien atténuer de ses positions, mais en faisant un effort acharné et responsable pour agir avec l'avant-garde de la classe ouvrière.

Lutte pour le programme d'action révolutionnaire, organisation des Comités d'action : C'EST LA VOIE DU SALUT. Travail immédiat pour la reconstruc-

(Suite de la première page)

rialistes et toutes les autres formes d'oppression et d'ignominie. La seule chose qu'exigent les ouvriers conscients de leurs alliés véritables, ou possibles, c'est qu'ils luttent effectivement. Chaque groupe de population, qui participe réellement dans la lutte à une étape donnée et qui est prêt à se soumettre à la discipline commune doit, à droit égal, influencer la direction du « Front populaire ».

Chaque deux cents, cinq cents ou mille citoyens qui adhèrent au « Front Populaire » dans la ville, le quartier, l'usine, la caserne, la campagne, doit pendant les actions de combat élire son représentant dans les comités d'action locaux. Tous les participants de la lutte s'engagent à reconnaître leur discipline.

Le dernier congrès de l'Internationale Communiste, dans sa résolution sur le rapport de Dimitroff, s'est prononcé dans le sens de la création de comités d'action élus, comme appui de masse du « Front Populaire ». C'est certes la seule idée progressive de toute la résolution. Mais c'est précisément pourquoi les stalinien ne font rien pour sa réalisation. Ils ne peuvent pas s'y décider sans rompre la collaboration de classe avec la bourgeoisie.

Il est vrai que participer dans les élections des comités d'action, non seulement les ouvriers le peuvent, mais aussi les employés, les fonctionnaires, les anciens combattants, les artisans, les petits commerçants et les petits paysans. C'est ainsi que les comités d'action peuvent répondre le mieux aux tâches de la lutte pour conquérir l'influence sur la petite bourgeoisie. Mais par contre, ils rendent extrêmement difficile la collaboration de la bureaucratie ouvrière avec celle de la bourgeoisie. Cependant, le « Front Populaire » dans sa forme actuelle n'est pas autre chose que l'organisation de la collaboration de classe entre les exploités politiques du prolétariat (réformistes et stalinien) et les exploités de la petite bourgeoisie (radicaux). De véritables élections de masse de comités d'action doivent automatiquement expulser les affairistes bourgeois (radicaux) du « Front Populaire », et ainsi faire sauter en l'air la politique criminelle, dictée par Moscou.

Il serait, néanmoins, erroné de croire, que l'on peut simplement, à un jour et à une heure donnée, faire appel aux masses prolétariennes et petits-bourgeois pour les élections des comités d'action sur la base de statuts déterminés. Une telle manière d'aborder la question serait purement bureaucratique, et par conséquent stérile. Elire les comités d'action, les ouvriers ne le peuvent que dans le cas où ils participent eux-mêmes à une action et éprouvent la nécessité d'une direction révolutionnaire.

Il ne s'agit pas d'une représentation démocratique de toutes et n'importe quelles masses, mais d'une représentation révolutionnaire des masses en lutte. Le comité d'action est l'appareil de la lutte. Inutile de présumer d'avance quelles couches

tion du Parti Révolutionnaire, sur la plate-forme du marxisme-léninisme que nous avons défendue.

Action internationale sous le drapeau de Marx et de Lénine, celui de la IV<sup>e</sup> Internationale : C'EST LA CONDITION DE LA VICTOIRE !

de travailleurs seront alliées à la création des comités d'action : les frontières, des masses qui luttent, se détermineront dans la lutte même.

Le danger énorme en France consiste en ce que l'énergie révolutionnaire des masses se dépense morceau par morceau dans des explosions isolées, comme à Toulon, à Brest, à Limoges, tasse pièce à l'apathie. Seuls des ouvriers conscients ou des obtus désespérés sont capables de croire que l'on peut dans la situation actuelle tenir les masses dans l'immobilité jusqu'à ce qu'on leur fasse cadeau d'un aut du gouvernement de « Front Populaire ».

Les grèves, les protestations, les escarrouches de rue, les revoltes directes sont tout à fait inévitables dans la situation actuelle. La tâche du parti prolétarien consiste non à freiner et paralyser ces mouvements, mais à les unifier et à leur donner la plus grande force.

Les réformistes, et surtout les stalinien, ont peur d'entraîner les radicaux. L'appareil du « Front Unique » joue tout à fait consciemment le rôle du désorganisateur à l'égard des mouvements spontanés des masses. Et les gauches, du type de Marceau Pivert, ne font que couvrir cet appareil de la colère des masses. On ne peut sauver la situation que si l'on aide les masses en lutte, dans le processus de la lutte même, à créer un nouvel appareil, qui réponde aux nécessités du moment. C'est en cela que consiste justement la destination des comités d'action.

Pendant la lutte à Toulon et à Brest, les ouvriers auraient sans hésitation créé une organisation locale de combat, si on les avait appelés à le faire. Au lendemain de la répression sanglante de Limoges, les ouvriers et une partie considérable de la petite bourgeoisie auraient sans aucun doute manifesté leur disposition à créer des comités élus pour enquêter sur les événements sanglants et les prévenir dans l'avenir. Pendant le mouvement dans les casernes qui eut lieu au cours de cet été contre le « rabiot », les soldats sans hésiter auraient élus des comités d'action de compagnie, de régiment et de garnison si on leur avait indiqué cette voie. De tels cas se présentent et se présenteront à chaque pas. Plus souvent à l'échelle locale, moins souvent à l'échelle nationale. La tâche consiste en ce qu'il ne faut pas manquer une seule de ces occasions. La première condition pour cela, est de comprendre clairement, et même la signification des comités d'action, comme le seul moyen de briser la résistance anti-révolutionnaire des appareils des partis et des syndicats.

### COMITES D'ACTION ET PARTI

Cela signifie-il que les comités d'action remplacent les organisations des partis et des syndicats ? Il serait absurde de poser ainsi la question. Les masses entrent en lutte avec toutes leurs idées, groupements, traditions et organisations. Les partis continuent de vivre et de lutter. Pendant les élections aux comités d'action, chaque parti tentera naturellement de faire passer ses partisans. Les comités d'action prendront des décisions à la majorité des voix avec l'entière liberté de groupements de parti et de fractions. Par rapport aux partis, les comités d'action peuvent être appelés *parlements révolutionnaires* : les partis ne sont pas exclus, au contraire, ils sont supposés nécessaires ; en même temps ils sont contrôlés dans l'action, et les masses apprennent à se libérer de l'influence des partis pourris. Cela signifie-il que les comités d'ac-

tion sont des Soviets ? Dans certaines conditions, les comités d'action peuvent devenir des Soviets. Il serait, néanmoins, erroné d'appeler les comités d'action de ce nom. Aujourd'hui, en 1935, les masses populaires sont habituées à lier au mot de Soviet l'idée du pouvoir déjà conquis. Mais le moment n'en est pas encore proche en France. Les Soviets en Russie, dans leurs premiers pas, n'ont pas du tout été ce qu'ils sont devenus par la suite, ils ont même souvent porté à l'époque le nom modeste de Comités ouvriers ou de Comités de grève.

Les comités d'action dans leur stade actuel ont pour tâche d'unifier la lutte défensive des masses travailleuses en France et aussi de donner à ces masses la conscience de leur propre force pour l'offensive à venir. La chose aboutira-t-elle aux véritables Soviets ? Cela dépend du fait de savoir si la situation critique actuelle en France se développera ou non jusqu'à sa conclusion révolutionnaire. Cela ne dépend pas seulement, bien entendu, de la volonté de l'avant-garde révolutionnaire, mais aussi d'une série de conditions objectives. En tout cas, le mouvement de masses qui bute actuellement contre la barrière du « Front Populaire » n'avancera pas sans les comités d'action.

Des tâches telles que la création de la milice ouvrière, l'armement des ouvriers, la préparation de la grève générale resteront sur le papier, si la masse elle-même ne s'attelle pas à la lutte, en la personne de ses organes responsables. Seuls ces comités d'action sortis de la lutte peuvent assurer la véritable milice, comptant non mille, mais des dizaines de milles de combattants. Ce n'est que les comités d'action englobant les centres principaux du pays, qui pourront choisir le moment pour passer à des méthodes plus décidées de la lutte, dont la direction leur appartiendra de droit.

Ces considérations tracées plus haut, il découle une série de conclusions pour l'activité politique des révolutionnaires prolétariens en France. La première de ces conclusions concerne la soi-disant « Gauche révolutionnaire ». Ce groupement est caractérisé par une incompréhension totale des lois du mouvement de masse. Les centristes ont beau bavarder sur les « masses », ils s'occupent toujours sur l'appareil réformiste. En répétant tel ou tel mot d'ordre révolutionnaire, Marceau Pivert se subordonne au principe abstrait de l'« unité organique », qui en fait s'avère l'unité avec les patriotes contre les révolutionnaires.

Pendant que pour les masses révolutionnaires la question de vie ou de mort est de briser la résistance des appareils social-patriotes unifiés, les « centristes » de gauche considèrent l'« unité » de ces appareils comme un bien absolu, au-dessus des intérêts de la lutte révolutionnaire. Ne peut construire les comités d'action que celui qui a compris jusqu'au bout la nécessité de libérer les masses de la direction traître des social-patriotes. Cependant Pivert s'accroche à Zyromski, qui s'accroche à Blum, qui ensemble avec Thorez, s'accrochent à Herriot, qui s'accroche à Laval. Pivert entre dans le système du « Front Populaire » (ce n'est pas pour rien que la Gauche révolutionnaire a voté au dernier Conseil National la résolution honteuse de Blum et le « Front Populaire » entre comme alle, dans le régime bonapartiste de Laval) et effondre le régime bonapartiste est inévitable. Si la direction du « Front Populaire » (Herriot-Blum-Cachin-Thorez-Zyromski-

Pivert) parvient à se maintenir pendant la période proche décisive, alors le régime bonapartiste inévitablement cédera sa place au fascisme.

La condition de la victoire du prolétariat est la liquidation de la direction actuelle. Le mot d'ordre de l'« unité » devient dans ces conditions non seulement une bêtise, mais un crime. Aucune unité avec les agents de l'impérialisme français et de la Société des Nations. A leur direction perdue il faut opposer les comités d'action révolutionnaires. On ne peut construire ces comités qu'en démasquant impitoyablement la politique anti-révolutionnaire de la soi-disant « Gauche révolutionnaire », avec Marceau Pivert en tête. Des illusions et des doutes à cet égard ne peuvent bien entendu, avoir place dans nos rangs.

Léon TROTSKY.

En vente à « LA VERITE » DU PLAN DE LA C. G. T. à la CONQUETE DU POUVOIR Discours du délégué de l'Union départementale des Syndicats confédérés de l'Isère au Comité confédéral national de la C. G. T. des 18 et 19 mars 1935. Prix : 50 centimes.

### CE QU'IL FAUT LIRE

Le Plan de la C. G. T. 0 60 Les quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste (1919-1923) 15 L. Trotsky. L'assassinat de Kirov et la bureaucratie stalinienne 3 L. Trotsky. L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme 1 L. Trotsky. Cours Nouveau (1923) 3 L. Trotsky. Problèmes de la Révolution allemande 1 50 P. Frank. La Semaine du 6 au 12 Février 1 50 Victor-Serge. Les problèmes de l'illégalité 0 50 J. Martin. Les problèmes révolutionnaires de l'Algérie 1

MAISON DE SANTE DE PARIS-SUD sous la direction du docteur Lacroix Accouchements - Chirurgie « La maison de santé la moins chère de tout Paris » Route de Fontainebleau, VILLEJUIF Conditions spéciales aux camarades S.F.I.O.

Le Gérant : Maria CRAPEAU.

H. Carré-G. Pierson, Imprimeurs 35, boulevard de Strasbourg, Paris (10<sup>e</sup>).

## L'insurrection des Asturies

par Manuel GROSSI.

Personne n'attendait l'armée des mineurs. A 4 heures de l'après-midi, le 6 et après une lutte acharnée, la mairie de la capitale asturienne tombe au pouvoir des travailleurs révolutionnaires. Et là comme dans les localités précédemment conquises, on constitue un comité révolutionnaire chargé de diriger le destin d'Oviedo.

Après avoir retracé les efforts des autres groupes de combat et la bataille de Campomanes où 20 camions de soldats envoyés par le gouvernement furent dispersés par les rouges, Grossi aborde les phases nouvelles de la lutte à Oviedo.

### LE 7 OCTOBRE

Dans les premières heures de la matinée, un grand bruit de moteurs nous surprit. Les yeux se levaient vers le ciel. Trois avions croisaient dans l'air, se limitant à des manœuvres d'inspection sur Mières.

Quelqu'un, sans justification, lança la supposition qu'il s'agissait d'avions qui s'étaient mis au service de la révolution. L'imagination des gens s'empara de cette supposition et la joie débordait chez tous. Les ouvriers saluaient l'arrivée de ces avions comme s'il s'agissait d'émissaires de la révolution. Malheureusement, la déception ne tarda pas à se produire : il s'agissait purement et simplement d'avions ennemis qui se préparaient à bombarder impitoyablement la population ouvrière.

Ce jour-là, les femmes prolétaires entrèrent en action, en s'entraînant dans l'armée rouge. Armées d'un fusil comme les hommes, elles se préparèrent à lutter avec intrépidité pour la cause révolutionnaire. Mais sur le front il y avait d'autres né-

cessités que celles de lutter avec un fusil à la main. Le ravitaillement des combattants, le transport et l'aide aux blessés, etc... Tout cela était à charge aux femmes.

On transforma une des salles de la mairie du Peuple en atelier pour la fabrication des bombes. Cet atelier fonctionnait jour et nuit, sans un instant d'arrêt. L'armée rouge avait besoin de matériel, et les camarades qui travaillaient à sa fabrication comprenaient qu'ils n'avaient pas le droit de se reposer. Jamais on n'avait travaillé avec autant de fol et d'enthousiasme qu'alors. Les ouvriers travaillaient pour leur cause, pour l'émancipation des travailleurs, pour la construction de la société socialiste.

Une centaine d'ouvriers travaillaient à la fabrication d'armes de Mières, particulièrement dans les ateliers de chaudronnerie et de ajustage. Leur travail consistait dans le blindage des locomotives et wagons, ainsi que des camions.

A Turon aussi on travaillait ferme dans les ateliers de blindage des camions. Exceptés les camarades qui s'en occupaient et ceux qui monaient la garde, les autres étaient loin de la région minière, car leur poste officiel était aux côtés du quartier général de l'armée rouge.

Le quartier général et le bureau de recrutement de l'armée rouge avaient été installés dans la salle principale de la Maison du Peuple de Mières. Les groupes ou compagnies de révolutionnaires se composaient, nous l'avons dit, de 30 hommes et d'un chef. On décida de maintenir cette forme d'organisation jusqu'à la fin. Le seul changement introduit fut celui-ci :

en sortant du quartier général, chaque chef avait en sa possession la liste des noms des membres de son groupe. A l'arrivée au front et au départ, chaque chef devait donner la liste de ses hommes, en rendant compte au Comité des pertes éprouvées. De cette façon, on arriva à une appréciation sérieuse des forces en présence.

Le front révolutionnaire d'Oviedo restait un peu stagnant. Les endroits où la bataille était la plus acharnée étaient le Champ de San Francisco, la Place de Santo Domingo et la gare du Nord. Les troupes de San Francisco luttèrent avec acharnement, enregistrant de nombreuses pertes. L'ennemi occupait les points stratégiques de la rue de Uria, et ne permettait pas l'avance de nos combattants. Il ne faut pas oublier que les principaux édifices de cette rue étaient au pouvoir des forces ennemies, qui tiraient depuis le haut sur nos camarades.

Les premiers canons, venus de la fabrique de Trubia, apparaissent dans les environs du Champ de San Francisco. Malheureusement, ces canons ne peuvent donner le résultat escompté, pour la simple raison que les obus n'avaient pas de fusées. Il est indubitable que si nous avions eu les fusées, l'ennemi n'aurait pas tenu longtemps. Cette condition aurait permis de réduire les édifices occupés par les forces ennemies.

La discipline sur les fronts n'aurait pu être meilleure. Les ouvriers paraissent avoir été formés à la guerre. Les déploiements en guerre se faisaient avec une précision extraordinaire et sans perdre un seul instant le contact. Cela était dû,

surtout, à la compréhension et la présence d'esprit dont les ouvriers révolutionnaires étaient pourvus.

Mais au champ de San Francisco, le même défaut se révéla qu'à Campomanes : le manque d'unité de commandement. Les chefs travaillaient avec une complète indépendance, quoique avec une meilleure compréhension.

A Mières, la situation devint un peu difficile. Le front de Campomanes avait subi de grandes pertes et se trouvait en danger. C'était notre front principal. Devant cette situation, l'envoi d'un émissaire aux différents comités, en les convoquant pour 11 heures du soir à Mières.

L'heure dite, les représentants d'Oviedo, Mières, Sama, Pola de Lena, Olloniego, etc... se réunirent. Nous les informâmes de l'objet de la réunion, ainsi que de la situation du front de Campomanes. Chaque délégué fit de même au sujet de sa localité et des forces et des armements dont ils disposaient.

Dans cette réunion se posa la question de concentrer nos forces sur un seul front, celui de Campomanes. Il s'agissait d'organiser une armée d'invasion, d'occuper Campomanes et de commencer la marche sur Madrid. Pour cette action nous étions sûrs de pouvoir réunir quelque 30.000 hommes, sans compter une forte arrière-garde, qui protège notre avance en se servant de la dynamique.

Après un ample débat, cette proposition fut abandonnée. Oviedo n'était pas encore entièrement en notre pouvoir. Abandonner ce front confié à un simple garde aurait supposé un grave danger.

A Gijón, la majorité des édifices était encore au pouvoir de l'ennemi. La victoire des travailleurs était encore douteuse... Dans ces conditions, la marche sur Madrid est une véritable aventure. Après un moment où nos imaginations avaient cessé ce projet, nous y renoncâmes finalement. (A suivre.)

# La lutte mondiale pour la IV<sup>e</sup> Internationale

## Lettre du Parti Ouvrier [Socialiste] Révolutionnaire

Nous publions ci-dessous une lettre que nous avons reçue de nos camarades du Parti Socialiste Ouvrier de Hollande, au sujet de leur position dans le problème international.

Chers camarades,

Les 16 et 17 novembre, notre Parti a tenu à Utrecht un congrès qui s'est occupé exclusivement de la question des relations internationales existantes et de la signature de la « Lettre ouverte ». Des oppositions dans le Parti au sujet de ces affaires nécessitèrent le Congrès. Deux résolutions politiques ont été acceptées par le Congrès avec environ 2.500 voix contre 250. Par cette décision, la position de notre Parti est précisée et formulée.

Sur la base de la « Lettre ouverte », le Parti s'occupera de la préparation de la IV<sup>e</sup> Internationale; des relations d'organisation ne seront liées qu'avec les organisations étrangères qui veulent travailler avec nous à la préparation de la IV<sup>e</sup> Internationale. Naturellement, nous tiendrons compte de l'existence des organisations qui se trouvent sur la voie de la reconnaissance de la nécessité de la IV<sup>e</sup> Internationale, et avec de telles organisations nous lierons des relations amicales. Si la possibilité technique existe, notre Parti sera représenté aux conférences internationales, s'il peut dans ces conférences faire un travail utile pour la IV<sup>e</sup> Internationale, et s'il est possible d'y exprimer les idées de notre Parti.

Conformément à la résolution acceptée, les relations organisatoires avec l'I.A.G. sont rompues. Cependant nous l'engageons fortement à lier des relations organisatoires régulières avec toutes les organisations qui se sont déclarées d'accord avec la « Lettre ouverte ». Ces relations ne devront pas se limiter à l'échange de matériaux, mais devront s'occuper en effet de la préparation de la IV<sup>e</sup> Internationale. Justement, dans les circonstances actuelles, il sera nécessaire de lui rendre possible de publier promptement des manifestes au sujet des événements. A cet égard nous souhaiterions faire un arrangement afin d'être sûrs de la promptitude du travail.

La question d'un Bulletin international a été déjà discutée. Bientôt on devra prendre une décision sur cette question. De plus une Conférence internationale des signataires de la « Lettre ouverte » nous semble nécessaire.

Dans cette lettre nous vous envoyons les résolutions politiques adoptées par notre Congrès. Nous attendons le plus tôt possible une réponse de votre part.

Avec notre salut révolutionnaire,

Le Bureau du R.S.A.P.,  
Le président : SCHMIDT,  
Le secrétaire : SNEEVLIET.

## HOLLANDE

### Discours de Sneevliet au Parlement sur les « Sanctions »

SEANCE DU 24 OCTOBRE

... Il me semble que de Graeff, ministre des Affaires extérieures, doit être légèrement étonné de la force d'attraction extraordinaire que Son Excellence exerce sur le Parti Communiste depuis quelques mois. Il doit être sensible à l'agrément découlant du fait que ces communistes tellement perfectibles soient prêts à prendre à leur compte les péchés de ce ministre, que lui-même a éprouvés et signalés comme tels.

Les résultats bizarres des positions communistes actuelles veulent qu'ils pensent toutes les cinq minutes autre chose, des choses qui ne vont presque jamais plus avec ce qu'ils pensent réellement.

Monsieur de Visser (le dirigeant stalinien) a décrit ainsi la situation : celui qui est contre les sanctions est pour l'Italie fasciste et la victoire de celle-ci. Ces communistes savent que pendant la guerre mondiale Lénine était l'ennemi le plus irréductible de l'autocratie tsariste. Mais Lénine a-t-il jamais songé à inciter les social-démocrates allemands à soutenir leur gouvernement pour que les armées allemandes contribuent à la défaite et à la chute du tsar ? Je suis obligé d'user de cet argument pour ramener à ses justes proportions l'affirmation qui a été émise ici. Des orateurs ont dit ici, à la Chambre : 90 % de la population sont derrière le gouvernement. Je pose la question : en êtes-vous si sûrs que cela ? Est-ce que cela s'exprime d'une manière exacte dans la composition actuelle de la Chambre ? Il est très probable que de larges courants de la population aient une attitude extrêmement critique en face des conséquences de sa politique. (Interruptions de de Visser : Mussert ! — C'est-à-dire les fascistes hollandais.)

C'est justement ce que j'attendais. Ces gens font les interruptions selon mes besoins. Je constate que lorsqu'on essaie de confondre notre lutte contre la politique des sanctions avec celle de Mussert, il ressort entre autres que notre Parti s'exprime dans l'esprit léniniste contre le soutien de toute guerre impérialiste, pour la libération des peuples coloniaux, pour la victoire de l'Abysinie. Je laisse aux élé-

ments communistes et à leur délire d'interprétation le soin de découvrir en cela la moindre trace d'une communauté d'idées avec les fascistes.

... En désirant la victoire de l'Abysinie nous voulons favoriser l'effet stimulant de cette victoire contre toute domination coloniale dans le monde entier ; nous désirons par là la chute du fascisme italien, s'effaçant de la seule manière qui puisse être précieuse pour le prolétariat.

... Il n'y a certes rien d'étonnant que cette mystique du droit international exerce un attrait sur la social-démocratie qui n'osera sans doute pas affirmer que seule l'action révolutionnaire n'a de valeur pour instaurer un ordre nouveau ; elle est contrainte de s'occuper de ce détail de la bourgeoisie en en faisant un nouvel idéal du mouvement ouvrier.

Mais ce dont on peut s'étonner, c'est la conversion que nous avons pu constater dans les rangs communistes durant ces dernières années et par laquelle le mouvement communiste est devenu le pilier de la Société des Nations. On ne peut douter de ce qu'aurait dû être la position communiste. Lénine s'est exprimé avec la clarté et la netteté la plus grande.

... Mais il s'agit de prouver que depuis 1920 la S.D.N. a considérablement changé à son avantage. En quelle année ce grand miracle s'est-il produit ? De quel problème la Société des Nations a-t-elle à s'occuper lorsqu'il s'agit de la question italo-abysinie ? De la contradiction entre les impérialismes saturés ou sursaturés et les impérialismes affaiblis. C'est là la pierre angulaire de toute la politique internationale...

Ce conflit met à l'ordre du jour de la Société des Nations la nouvelle répartition des possessions coloniales. Lorsque nous voulons déterminer la valeur réelle de la Société des Nations, il ne faut pas perdre de vue qu'en réalité la politique de la Société des Nations se meut à présent entre deux pôles. L'un des pôles c'est l'assentiment aux pourparlers entre l'Italie, la France et l'Angleterre et le partage du butin dont l'Abysinie doit couvrir les frais, selon la volonté de l'Italie ; l'autre pôle est constitué par les sanctions qui mèneront à la guerre si l'attitude de l'Italie est considérée comme une atteinte directe contre les intérêts de l'impérialisme britannique.

Quelle belle figure que celle de la Société des Nations dans cette question ! Jusqu'au jour où les sanctions ont été décidées, toutes les fournitures de guerre ont été livrées à l'Italie. L'Union Soviétique n'a pas fait fi de l'argent sonnante empoché en échange d'orge et de pétrole livrés aux troupes mussoliniennes. Il en était de même des autres Etats. Nous lions à l'instant que l'Italie retire des troupes de la frontière lybienne et qui pourront donc être envoyées vers Massoua...

Je pense donc que pour des motifs principaux et pratiques nous devons repousser le point de vue du gouvernement, mais avant tout aussi les directives que le ministre de l'Extérieur a tracées à Genève. Nous nous déclarons entièrement contre le discours que le ministre y a tenu. Nous avertissons la Chambre. Nous espérons que le peuple hollandais saura exprimer toutes ces tendances qui disent : action de classe des ouvriers dans l'esprit de Lénine pour prévenir les menées de guerre impérialistes. Cela est autre chose qu'une motion bâtarde, dans laquelle on demande pour une mauvaise cause le contrôle des organisations ouvrières.

## SUÈDE

### La lutte pour la « Paix »

Le S.A.P. n'a pas de chance avec sa Résolution pour la Paix proposée en février de cette année à l'I.A.G. Assurément, ce n'est pas exagéré. Le R.S.A.P. hollandais ne s'est jamais soucié des tirades sur le désarmement qui y ont été commises. Même l'I.L.P., dans ces derniers temps, a pris une position plus révolutionnaire vis-à-vis de la guerre. Et le camarade Doriot, poussé en février par le S.A.P. dans le « Comité pour la paix » composé de trois personnes (ce qui n'empêche pas ces charlatans de raconter aujourd'hui à leurs membres apparemment dotés d'une mémoire par trop courte que jamais ils n'ont eu affaire à cet homme et que d'ailleurs ce sont les trotskystes qui sont coupables de tout), œuvre de toutes ses forces pour une entente Laval-Hitler pour servir à sa façon « la paix ». Il n'y avait qu'un seul « parti-frère » qui prit les dithyrambes du S.A.P. pour une résolution politique et en fit la ligne directrice de sa politique contre la guerre. C'est le Parti Socialiste de Suède. La politique générale de ce parti et ses opinions théoriques feront l'objet minuscule de nos études ultérieures.

Aujourd'hui nous nous bornons à voir quel est l'aspect pratique de la « politique de paix » préconisée par le S.A.P.

Le mot d'ordre de désarmement, abandonné comme dépassé même par les réformistes Otto Bauer, Dan, Zyromski, était le mieux indiqué pour la Scandinavie pacifiste, par lequel aussi bien le S.A.P. que la 2<sup>e</sup> Internationale aiment à se faire dic-

ter leur politique (pour le S.A.P. : alliance avec le N.A.P., alliance avec Mot Dag-Norvège dans le bureau des jeunes de « Stockholm », etc.). Il est vrai que la social-démocratie suédoise, qui actuellement, en tant que représentante des intérêts du capitalisme suédois, fait un réarmement intensif, a déjà trompé les masses avec le mot d'ordre mensonger du « désarmement », mais cela n'empêche pas Kilboom, inspiré par le S.A.P. de prendre le même chemin. C'est en particulier les Suédois qui ont pris au sérieux la proposition du S.A.P. de combattre la guerre « selon le modèle anglais » par des « plébiscites populaires démocratiques ». Le Parti suédois rassemble donc des signatures contre la guerre. Si nous ne faisons pas erreur, il y a environ 5 ans, une ligue internationale de femmes organisa une action de signatures analogue et fournit, pleine de confiance, les signatures recueillies par elle dans tous les pays, à la S.D.N., dans les caves de laquelle elles reposent probablement encore aujourd'hui. Actuellement, la liste des pétitions éditée par le parti de Kilboom circule dans les hôpitaux, les syndicats, les associations de femmes, les cercles de café, etc., de Suède :

« Contre la proposition de réarmement de la commission militaire.

» Pour la paix et le désarmement.

» Les soussignés protestent contre toute proposition de réarmement suédois. Nous exigeons que le Gouvernement et le Parlement décident et agissent dans le sens contraire. A bas les armes, voilà le mot d'ordre des peuples du monde entier. » Suivent les signatures.

Ce n'est donc pas une plaisanterie : c'est de l'action de masses extraparlamentaire. Finalement on a pris l'habitude de voir combattre ainsi contre la guerre la Croix Bleue, l'Association Internationale des Explorateurs de la Bible et n'importe quelles autres associations de femmes philanthropes, — mais un parti prolétarien « révolutionnaire »... Pourtant il ne faut pas non plus sous-estimer Kilboom. Dans un leader (Folkets Dagblad du 8 octobre 1935) il déclare : « En tant que socialiste, notre point de départ dans la lutte n'est pas pacifiste (sic). Nous voulons défendre nos intérêts. » Et si l'on cherche à savoir par quels moyens ces braves socialistes veulent défendre leurs intérêts, alors on trouve hors l'invitation à signer les pétitions, entre autre l'action suivante du parti : « La vente massive de l'insigne de la paix. » L'insigne de la paix de bon style édité par le parti mérite la plus large diffusion. Il est petit, simple, mais magnifique. Fait de laiton, il porte sur un fond rouge la simple inscription, mais très explicite : « Paix. »

« Feu le général Booth pourrait envier Kilboom pour ses inspirations. Dans sa propagande, le parti de Kilboom complète ses mots d'ordre de la « paix » et du « désarmement », très efficacement par un troisième : « neutralité ». Sous le mot d'ordre de « neutralité », on le sait, la bourgeoisie suédoise faisait pendant la dernière guerre mondiale des profits énormes de pilliers de cadavres, dont elle se nourrit encore maintenant. A la veille de la nouvelle guerre Kilboom se montre soucieux de ces intérêts. « Armement des ouvriers », « contrôle ouvrier de la production », « l'ennemi est dans le propre pays », ce ne sont pas là les mots d'ordre indiqués pour les adeptes du S.A.P. La politique demandant des sanctions à la S.D.N. de la social-démocratie et des stalinistes suédois, le réarmement du capitalisme suédois, le Schwab suédois le combat en s'habillant d'une longue chemise de nuit blanche d'un ange de paix et en bégayant : « La paix, la neutralité, le désarmement. »

W. H.

## AFRIQUE DU SUD

### A propos de la guerre d'Afrique Orientale

D'une lettre de nos camarades de la Ligue Communiste de l'Afrique du Sud

Le conflit italo-éthiopien continue à être la principale préoccupation du mouvement ouvrier, et notre position marxiste conséquente sur cette question qui est en plein accord avec la position prise par les autres sections de la 4<sup>e</sup> Internationale, a amené à notre drapeau un nombre croissant d'ouvriers, surtout des indigènes et des noirs. En Afrique du Sud nous avons un rôle important à jouer, car, en tant que Dominion ce pays sera grandement affecté par le rôle que joue l'Empire britannique dans le conflit. La presse impérialiste essaye de faire croire que l'Angleterre défend les petites nations, et nous devons avant tout contrecarrer cette propagande et démarquer la politique de spoliation.

La guerre a eu une grosse répercussion chez les ouvriers indigènes et noirs, et il est à craindre qu'elles soient étouffées par la propagande combinée des Staliniens, des Eglises, du Labour Party et de la presse impérialiste, qui soutiennent les buts de guerre de l'Angleterre. Toutes les organisations défendent les « sanctions » et la S.D.N. Nous défendons le mot d'ordre « Boycoter l'Italie fasciste », qui a de l'écho parmi les ouvriers.

Par suite de notre activité croissante, les réactionnaires nous ont attaqués. Nos camarades arrêtés après le meeting dans les locaux indigènes ont été condamnés. La semaine dernière nous avons tenu deux meetings de plus de 1.000 assistants. Les Chemises Grises (groupes fascistes à tendances anti-trotskistes) ont essayé de les saboter. C'est la première fois qu'une pareille chose arrive au Cap.

## UNITÉ ORGANIQUE OU NOUVEAU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE ?

### Paroles révolutionnaires et réalités social-patriotes

Les ouvriers révolutionnaires veulent l'unité, en lui donnant un sens de lutte. C'est pourquoi les chefs socialistes et stalinistes ne sont guère embarrassés pour faire des phrases sonores. Tel est le but qu'ils s'assignent d'ailleurs dans les assemblées sur l'unité.

Il y a eu deux assemblées entre socialistes et communistes. La première fut organisée par la 15<sup>e</sup> section et le 15<sup>e</sup> rayon, la seconde fut l'assemblée centrale de la Mutualité.

L'assemblée locale fut typique et par sa tenue et par ses conséquences de ce que serait l'unité selon les réformistes et les centristes.

Tout d'abord défense à la base de parler, autrement que par questions écrites, ce qui a signifié la possibilité pour l'orateur staliniste d'esquiver toutes les questions écrites qui lui furent posées.

La « base » a donc dû écouter deux discours, un discours ceux du permanent staliniste, qui fit quelques phrases hypocrites sur la nécessité d'un parti de lutte de classe, puis un discours de Pivert, très diplomatique, comme à l'ordinaire, où il se garda bien de donner le véritable sens d'une unité organique réalisée dans l'étoffement de la volonté des ouvriers, sur la base du social-patriotisme. Bien entendu, le leader de la Gauche révolutionnaire exprima, comme en s'en excusant, les points de vue des milices, du défaitisme, mais en expliquant bien que s'il pouvait y avoir des divergences tout cela finirait bien par s'arranger au Paradis de l'unité. Au nom de quelques « mots d'ordre révolutionnaires », on ne peut semer plus grande confusion.

Mais pour peu que Pivert exprime de loin ou de près quelques mots d'ordre qui portent la marque du G.B.L. (parce que nous fûmes les premiers à les propager, au début bien entendu contre Marceau Pivert et ses amis), les stalinistes français froncent les sourcils et voient là une tare du « trotskysme ».

Alors les Duclos ont chargés de l'exécution du « sporte-parole du trotskysme » ? Que fait alors Pivert ? Il demande à Zyromski de le défendre, et s'éloigne davantage des « trotskystes maudits ».

C'est clair : la ligne que suit actuellement Marceau Pivert est la ligne de la capitulation. Les stalinistes ne toléreront aucune opposition, même larvée, à leur politique d'Union sacrée. Alors les centristes s'inclineront jusqu'au bout tout en protestant auprès des autorités.

Et ce n'est certes pas la position prise par la Gauche révolutionnaire à l'occasion des exclusions (la solidarité tant que ça s'engage à rien) qui peut faciliter en quoi que ce soit une riposte unie des éléments révolutionnaires.

Pendant ce temps, dans les sommets, on orchestre savamment l'opération de « l'unité organique ». Zyromski, Duclos ont fait à la Mutualité des phrases sur l'unité.

A quoi bon reprendre ces phrases ? L'important est de bien voir à côté de ces phrases la politique réelle poursuivie par la direction des deux partis.

Les deux partis se proclament, par la

bouche de leurs leaders, parlant de l'unité, et par les plate-formes d'unité, contre toute union sacrée.

Pourquoi ? Parce que les militants sont sincèrement contre l'union sacrée, et que les phrases et les papiers sont pour la nourriture des militants.

Mais ces phrases ont pour but de cacher la véritable opération : l'Union sacrée, on la fait déjà, à la Chambre des députés, comme les députés social-démocrates italiens la firent avec la droite nationaliste, pour « dissoudre les ligues » ; l'Union sacrée, on la fait sur le dos des prolétaires avec des phrases « contre l'Union sacrée ».

Dans le même temps où les directions staliniste et réformiste se concertent et se rapprochent pour chanter des hymnes creux, quelle autre opération couvre-t-on ? L'exclusion et la dispersion systématique de ceux qui sont contre l'Union sacrée, non en paroles, mais en fait, en pratiquant une politique intransigente de classe, les Jeunes et les B.L.

Au nom de l'unité vague la Gauche révolutionnaire ferme les yeux sur ces réalités. Sans doute se prétend-elle toujours révolutionnaire en principe, mais en fait elle « laisse passer » réformistes et stalinistes.

Duclos, Zyromski et toutes leurs plate-formes insistent bien sur le fait que le parti doit être un parti de classe.

Et de répéter le mot classe à chaque phrase.

Mais que couvre cette phraséologie ? La pratique de collaboration de classe avec les bourgeois radicaux, les capitulations successives devant les bourgeois des sommets du Front populaire.

De sorte que si on regarde, non les phrases et les plate-formes sur le papier, mais les actes et la politique réelle, on ne peut aborder qu'à cette constatation : « l'unité organique » se présente en réalité comme une opération dont sont éliminés par tous les moyens les révolutionnaires, et dont le sens politique est la politique d'Union sacrée et de collaboration de classes.

Que peut donner l'addition de Cachin et de Blum sur le plan organisationnel ? Pas autre chose que ce que donne aujourd'hui cette addition sur le plan de l'action.

Ce n'est pas de cette unité-là que veulent les révolutionnaires. Ils veulent l'unité sur une plate-forme révolutionnaire sans équivoque, et une politique révolutionnaire dans les actes.

L'unité qui représente l'addition des deux directions actuelles est une unité illusoire, l'unité de deux impuissances et de deux trahisons.

Il faut l'unité avec une nouvelle direction. Autrement dit il faut le rassemblement des révolutionnaires, sur des bases nouvelles différentes des bases actuelles social-démocrates et stalinistes. Il faut la seule unité durable, la IV<sup>e</sup> Internationale, bâtie sur le roc des principes marxistaléninistes et sur le bilan de l'expérience des catastrophes social-démocrates et stalinistes, et des faillites des deux Internationales actuelles.

## Au travail pour « La Vérité »

La semaine dernière, vu l'importance des événements, nous avons fait paraître une feuille de deux pages, pour la région parisienne.

Jusqu'à présent, nous avons tenu, grâce au soutien de nos lecteurs, plus que nos promesses. En effet, notre dernière Conférence nationale avait décidé que la Vérité paraîtrait le deuxième et le dernier vendredi du mois. Or, nous avons pu la faire paraître tous les 15 jours régulièrement.

Nous voulons continuer cet effort, et revenir aussi vite que possible à la parution hebdomadaire. Nous avons maintenant une administration sérieuse : abonnements et souscriptions se multiplient. Nous sommes en bonne voie.

Que l'effort pour révolution ne ralentisse pas le travail pour la Vérité ! Au travail !

## Convocations

### AVERTISSEMENT

Nous prions tous les membres du G.B.L. de ne tenir aucun compte des convocations fantaisistes du journal La Commune, qui n'a rien de commun avec notre organisation.

### REGION PARISIENNE

ASSEMBLEE GENERALE. — L'assemblée prévue pour le samedi 14 est reportée au samedi 21. Tous les camarades recevront la documentation nécessaire à la bonne tenue de cette assemblée.

COMITE DE REDACTION DE « LA VERITE ». — Samedi 21, au local, à 19 h. 30.

### LISTE DE SOUSCRIPTION

Groupe B. L. de Lille	20
Camarade Gross, de Marseille	80
Liste versée par C.	13
Liste versée par G.	50
Courdavault	25
Liste n° 54, versée par M.	32
Groupe de Lille, versé par C.	10
par G.	50
Georges Leroy	5
Ery	10
Groupe n° 2, versé par Nadeau	17 50
Boitel	100
Jean Luor	20
Pierre, à Bône	20
Jeannerot	2
Gilbert W.	5
Perre, à Grenoble	10
Sellier	32 50
Jardin	5
Caille, Suresnes	10
B. F. sympathisant	100
Groupe Grenoble, reliquat vente	3
Rous	10
Gérard	100
7 <sup>e</sup> groupe, remis par Enen	50
Groupe de Lodz, remis par	
Corin	30
Les B. L. d'Argenteuil	10
Anonyme, versé par Groupe d'Argenteuil	10
Tewe, Rouen	10
8 <sup>e</sup> groupe, versé par Hortense	110
2 <sup>e</sup> groupe, versé par Nadeau	45
La Lutte, Saigon	10
Ségy, Marseille	20
Collecte dans un meeting de 700 ouvriers américains, organisé par le Parti Ouvrier des Etats-Unis	2.100
Liste n° 128, versée par Vieil.	28 90
Total	3.203 90

A PROPOS D'UN JOURNAL

Hier est paru un nouveau journal, « La Commune ». Après avoir été annoncé dans un appel anonyme, au nom de diverses tendances, ce journal s'annonce comme l'organe des membres du Comité Central du G.B.L.

Nous tenons à dire que ces camarades agissent en réalité purement et simplement en leur nom personnel, et complètement en dehors du Groupe Bolchévick-Léniniste.

Le C.C. du G.B.L. n'édite qu'un seul organe, l'organe du G.B.L., « LA VERITE », et ne prête, conformément à ses dernières décisions en date du 26 novembre, d'appui qu'à un seul organe de masse, « REVOLUTION », qui est paru samedi 7, comme organe du Rassemblement révolutionnaire.

« La Commune » est une entreprise en dehors du G.B.L., qui n'engage en rien le G.B.L., et les tentatives pour faire passer « La Commune » comme un organe du G.B.L. doivent être considérées comme des tentatives de désagrégation de notre propre tendance. Le devoir de chaque B.L. est de ne pas se prêter à une telle entreprise qui divise nos forces, à un moment décisif, et de faire le maximum d'efforts pour aider LA VERITE, et pour aider REVOLUTION.

La parution de « La Commune », au lieu d'apporter une force nouvelle, n'aboutit qu'à diviser l'effort que les organisations responsables avaient décidé de centrer sur le courageux organe fondé par les Jeunes Socialistes de la Seine : « REVOLUTION ».

En agissant ainsi, en dehors du G.B.L., les auteurs de « La Commune » s'engagent en fait dans la voie de la formation d'une nouvelle tendance en dehors du G.B.L.

Les représentants responsables de notre organisation internationale, et en particulier le camarade Léon Trotsky, à qui avait été adressé l'appel pour « La Commune », ont estimé indispensable de mettre en garde tous les B.L. contre cette entreprise confusionniste et privée, n'engageant en rien le G.B.L.

VOICI LA DECLARATION DU CAMARADE TROTSKY :

« Le nouvel organe « La Commune » se réclame entre autres noms du nom de Léon Trotsky. Le camarade Trotsky tient à déclarer qu'il n'est pour rien dans la question de « La Commune », l'organe des diverses tendances (d'ailleurs anonymes). Léon Trotsky appartient à une seule tendance, qui a son nom, son programme, et son drapeau, celui de la IV<sup>e</sup> Internationale ».

En résumé les B.L. sont fermement invités à ne se prêter sous aucun prétexte à une entreprise de division de notre G.B.L. et de confusion. La fermeté et la clairvoyance de chaque B.L. sont indispensables pour sauvegarder l'unité, la cohésion de notre tendance, et l'intégrité de son programme et de ses principes.

Une Commission de Contrôle a été nommée pour examiner les conditions dans lesquelles a été possible le lancement de cette nouvelle entreprise, par R. Molinier.

Nous nous proposons de revenir sans délai sur les différentes questions politiques et d'organisation soulevées par la parution de ce journal.

EXCLUSION

Le C.C. a décidé de faire connaître l'exclusion de Raymond Molinier de notre organisation. Cette exclusion, prononcée par le Secrétariat international, a été ratifiée par le Comité central, par le Comité régional parisien et les groupes de la Région parisienne.

L'exclusion est motivée par la tentative de scission provoquée dans le G.B.L. par la publication du journal La Commune, ainsi que par les méthodes d'organisation particulières employées par Molinier en liaison avec le lancement de ce journal.

En conséquence, R. Molinier ne peut plus en aucun cas et en aucune circonstance se recommander de la qualité de membre du G.B.L.

A LA COMMISSION EXECUTIVE DE LA FEDERATION S.F.I.O. DE LA SEINE

Nous faisons connaître à tous nos camarades qui ont voté pour la motion bolchévick-léniniste au dernier Congrès. Fédéral le nom des candidats pour lesquels nous demandons à nos amis de voter dans les sections.

Ce sont les camarades G. BALAY, BARDIN et GODET. Les votes doivent avoir lieu dans les sections dès cette semaine.

AUX LECTEURS DE LANGUE ITALIENNE

Vient de paraître : La nuova impresa africana del capitalismo italiano. I compiti e i del proletariato rivoluzionario. Edizioni del Gruppo bolchevick-léninista. Librairie du Travail : 17, rue de Sambre-et-Meuse. Prix : 1 franc.

Samedi 4 Janvier 1936, à 21 heures GRANDE FÊTE

des Amis de « La Vérité » Concert - Bal de Nuit

Attractions, Cotillon, Buffet et le Jazz « Pif-Paf-Pouf », sous la direction du Maestro DIAVOLO

A LA SALLE ALBOUY

37, rue Albouy - Métro Lancry

et le Jazz « Pif-Paf-Pouf », sous la direction du Maestro DIAVOLO

Retenez vos places. Prix d'entrée : 5 francs; donnant droit à dix billets qui participent à une grande Tombola, tirée le soir de la Fête.

A tous les amis de « LA VERITE » d'assurer le succès de cette soirée. Procurez-vous des billets auprès des membres du G.B.L.

A TRAVERS LA PRESSE

Pour couvrir la politique de capitulation, la croisade « Anti-trotskyiste » reprend

DUCLOS A L'ASSAUT

L'Humanité avait écrit que M. Pivert était le « porte-parole des trotskystes ». A cette simple supposition, Pivert réagit vigoureusement, démentant du même coup qu'il ait eu aucune relation avec Doriol.

Après maintes démarches de Zyromski, l'Humanité a inséré le démenti de Pivert, avec une réponse de Duclos. Voici ce que dit Duclos :

Vous me dites que vous n'êtes le porte-parole que des camarades qui vous ont délégué à titre de secrétaire de votre section socialiste de la Fédération de la Seine, et à la C.A.P. Je n'éprouve aucune difficulté à vous donner acte d'une telle mise au point, mais vous voudrez bien me permettre de consacrer d'une manière très objective l'identité de vos conceptions et de celles des trotskystes.

Comme les trotskystes, vous concevez le Front populaire comme une organisation révolutionnaire étroite, alors qu'il ne peut être qu'un rassemblement de larges masses pour la défense de la liberté.

Comme les trotskystes, vous opposez à la conception de la défense de la liberté par les masses travailleuses une conception putschiste, qui aboutirait si on n'y prenait garde à des initiatives grosses de conséquences.

Et, enfin, quand les trotskystes ont été exclus de la Fédération des Jeunes socialistes, vous vous êtes fait leur défenseur, montrant par cela même qu'il y a entre eux et vous une incontestable parenté idéologique.

C'est sur la base de ces faits que je me suis permis de vous qualifier de porte-parole des trotskystes, mais puisque vous le trouvez blessant, je veux bien me borner à constater que votre position politique est identique à celle des trotskystes.

Au sujet de la Conférence de Saint-Denis, il ajoute :

Qu'il me soit permis d'ailleurs de rappeler ce qu'a déclaré un membre de votre parti, le citoyen Rosenfeld, à propos de cette conférence : « La Conférence de Saint-Denis est une machination pour détruire le Parti socialiste monté par Laval avec l'aide de Doriol et de ces salauds de trotskystes ».

Marcéau Pivert n'a pas encore répondu à Duclos, mais il a déjà montré au Congrès de l'Entente qu'il entend suivre la discipline de Blum.

En attendant, nous constatons que Duclos est obligé de déformer nos opinions pour les combattre. Nous ne voulons pas que le Front populaire soit une « organisation révolutionnaire étroite », nous voulons que les exploités opposent leur front de classe à leurs exploités, parmi lesquels Herriot ne tient pas la dernière place.

Nous voulons l'organisation des milices ouvrières, et nous dénonçons la capitulation des Duclos devant Laval et La Rocque.

LE BUREAU POLITIQUE STALINIEN EN RENFORT

L'Huma du 12 décembre publie une résolution du B.P. du P.C. qui approuve Thorez et Blum et déclare : Informé des nouvelles tentatives des scissionnistes et contre-révolutionnaires

des trotskystes de nuire à l'unité d'action existant entre les organisations socialistes et communistes, le Bureau politique souligne une fois de plus devant tous les travailleurs le rôle néfaste du trotskysme « avant-garde de la contre-révolution ».

En réalité, l'Huma s'aperçoit que notre action commence à avoir de grosses répercussions, car les ouvriers en ont assez de la politique d'Union sacrée du Front populaire.

LE RHONE A LA RESCOUSSE

Nous lisons dans l'Avenir Socialiste du Rhône (7 décembre) un court article (Non ! Par de défaitisme révolutionnaire !) qui est au fond un hommage rendu à nos camarades de Lyon :

Ils n'ont pas encore compris, ces pauvres trotskystes, qu'en face de la montée fasciste, il est dangereux pour le prolétariat tout entier et pour la défense des libertés ouvrières existantes de parler à la légère de défaitisme révolutionnaire.

Et ils concluent :

Entre eux et nous, voyez-vous, ce n'est pas une question de tendances, ce n'est pas une question de 21 conditions plus ou moins problématiques, c'est pire que cela, c'est une question de doctrine tout entière, une question de deux doctrines.

D'un côté le socialisme, nous, c'est-à-dire l'ordre prolétarien, d'un autre côté, la pagaille d'un insurrectionnisme démodé et hors de notre époque.

Dans ce conflit, nous avons raison, car nous avons derrière nous l'affirmation logique de l'ensemble, cet ensemble qui nous avait déjà donné raison quand, en décembre 1920, nous n'avions pas voulu une intrusion dans notre doctrine des 21 conditions de Moscou.

Continuons notre action d'éclaircissement sur la question de la défense nationale, dans le Rhône comme ailleurs !

LES MILITANTS DU MAROC NOUS SOUTIENNENT

Par contre, nous lisons dans le Maroc Socialiste du 30 novembre un chaleureux appel en faveur des exclus :

Le Conseil National s'est débarrassé ainsi du levain révolutionnaire qui menaçait de fermenter, dans le Parti, la révolte de tous les socialistes, véritablement socialistes, ennemis de plus en plus nombreux de ce réformisme mis en honneur par les gens en place. Bon débarras, ont dû penser les Hauts Fonctionnaires, nous avons eu chaud !

Donc, quelques jours ont suffi pour exclure des socialistes à qui on ne peut reprocher (ô ironie !) que leur ferveur révolutionnaire, et (les événements le prouvent) leur clairvoyance.

Nous pouvons être fiers ! Surtout au Maroc, où nos staliniens ont rejoint dans le même vote les social-nationaux qui forment notre « aile droite ».

OPINIONS SUR LA DEFENSE NATIONALE...

Au procès contre Raymond Guyot, à qui l'on reproche d'avoir prêché la fraternisation avec l'Armée rouge, Ramette déclare :

« Il connaît exactement la politique de notre parti, et il n'a pu dire une telle hérésie. Il y a quelques années, peut-être, mais aujourd'hui les relations entre la France et l'U.R.S.S. ont évolué.

« Nous sommes de parfaits patriotes, nous voulons défendre le pays contre tous ceux qui veulent le subjugué. Nous disons que l'intérêt du peuple français est de conjuguer ses efforts avec ceux de l'U.R.S.S., mais il n'est pas question de passer avec armes et bagages dans les rangs de l'Armée rouge. » (Echo du Nord du 17 nov.) Sans commentaires !

SUR LES RADICAUX...

Les camarades des Fonctionnaires autonomes écrivent au sujet des votes des radicaux à la Chambre : « Ils ont, une fois de plus, tout re-

Partout des Comités d'Action de masse

Des ouvriers qui expriment leur colère du vote des députés radicaux en faveur du ministère s'écriaient : « Et pourtant, le 14 juillet, nous étions cinq cent mille dans la rue. » C'est vrai. Mais, le 14 juillet au soir, la foule des travailleurs, des ouvriers, des artisans se dispersait. Et « leur » politique, la défense de « leurs » intérêts étaient abandonnées aux hommes des sommets des vieux partis, aux formations de sommets des vieux partis ; que cela soit les politiciens chevronnés des milieux d'affaires radicaux, ou bien les permanents staliniens laminés par les « tournants » successifs, que ce soit la clique groupée autour de Jouhaux ou la C.A.P. rouillée.

La foule du 14 juillet rassemblait des hommes qui voulaient et pouvaient autre chose que les votes sur les décrets-lois ou sur Laval.

Le résultat n'apporte que déceptions et désillusions aux masses. Les masses travailleuses qui sont l'élément essentiel du « Front populaire » n'y jouent qu'un rôle décoratif ou électoral.

Cependant, à Villepinte ou à Limoges, quand le tocsin a dressé l'ensemble de la population contre la descente des fascistes, c'est de la masse qui a surgi l'action. Pour l'organiser, la préparer, augmenter sa capacité de défense et d'action, des initiatives sourdent. A Troyes, à Clichy, on enrôle des Volontaires de la Liberté. Par le jeu des assemblées populaires, des élections démocratiques, ces groupements doivent se généraliser et se transformer en Comité permanent qui unisse et orga-

nise les travailleurs. Lorsque le pays sera couvert d'un réseau de comités de masse groupant tous les travailleurs pour la défense de leurs intérêts, lorsque dans les arrondissements, les communes, les usines, ces comités seront formés, les libertés démocratiques et les conditions économiques du travail auront d'autres remparts que ceux que constituent les votes de la délégation des gauches.

Vigilance, défense physique, revendications élémentaires, ce sont les tâches communes aux travailleurs au milieu de la tourmente de la crise. « Pour toutes ces tâches, il faut nous réunir. » Au lendemain du 6 février, de tels rassemblements ont surgi dans la ceinture rouge, en province. Ils avaient démontré leur efficacité. Il faut maintenant reprendre et enraciner ce mouvement dans la masse.

Qu'on examine seulement le rôle des comités de chômeurs s'ils devenaient aussi partie intégrante de ces comités de masse réunissant les travailleurs dans l'épreuve de la crise et dans l'élaboration, dans la mise en œuvre de la réaction ouvrière contre la surexploitation bourgeoise et l'agression fasciste.

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Pour assurer sa défense, le peuple ne peut s'en remettre à la seule action, à la seule force de ses mandataires des Parlements et des Conseils municipaux. Il doit œuvrer lui-même. Pour dresser la force de classe du prolétariat, pour organiser l'action des paysans, des petits bourgeois, travailleurs à constituer des comités de masse, organes de lutte des travailleurs et embryons de leur pouvoir.

L'EXEMPLE : 1905-1917

1905

Le Conseil des députés ouvriers fut formé pour répondre à un besoin objectif suscité par les conjectures d'alors : il fallait avoir une organisation jouissant d'une autorité indiscutable, libre de toute tradition, qui grouperait du premier coup les multitudes désemparées et dépourvues de liaison ; cette organisation devait être un confluent pour tous les courants révolutionnaires à l'intérieur du prolétariat ; elle devait être capable d'initiative... Une des deux organisations social-démocrates de Pétersbourg prit l'initiative de la création d'une administration autonome révolutionnaire ouvrière le 10 octobre, au moment où la plus grande grève s'annonçait. Le 13 au soir, dans les bâtiments de l'Institut technologique, eut lieu la première séance du futur Soviet. Il n'y avait pas plus de 30 à 40 délégués ; on décida d'appeler immédiatement le prolétariat de la capitale à la grève politique générale et à l'élection des délégués... Dans quelques jours des événements décisifs devaient s'accomplir en Russie. Ils déterminèrent pour de nombreuses années le sort de la classe ouvrière. Nous devons donc aller au-devant des faits avec toutes nos forces disponibles unifiées sous l'égide de notre commun Soviet. » (1905.)

1917

La grande Révolution d'octobre 1917 eut pour mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets ! » Ce mot d'ordre n'existait pas avant que notre parti l'eût adopté, ce qui ne signifie pas que nous l'ayons inventé. Il sortit des besoins mêmes de la classe ouvrière. Déjà, au cours de la Révolution de 1905-1906, des organisations ouvrières de classe se formèrent : les Conseils de délégués ouvriers. Dans la Révolution de 1917, ces organisations se constituèrent en nombre bien plus considérable ; partout surgirent comme des champignons les Conseils d'ouvriers, de soldats et plus tard de paysans. Il était clair que ces Conseils, qui apparaissaient comme des organes de lutte pour le pouvoir, allaient inévitablement devenir des organes du pouvoir. (A.B.C. du Communisme.)

Les Soviets sont un nouvel appareil étatique qui, en premier lieu, instaure la force armée des ouvriers et des paysans, force qui n'est pas, comme celle de l'ancienne armée permanente, détachée du peuple,

ni, tout abandonné. Leur capitulation totale et complète s'aggrave d'une véritable trahison à l'égard du Front populaire.

En réalité, ils n'ont rien trahi, car ce sont eux-mêmes qui ont élaboré les décrets-lois au gouvernement, et eux aussi qui dirigent le Front populaire, dont la direction se révèle ainsi une machine à faire accepter la répression.

SUR L'UNITE ORGANIQUE...

Dans la Gauche Révolutionnaire (décembre), on trouve le texte d'un tract de Pivert sur l'unité organique, saucé Blum-Thorez. On y lit :

« C'est avec une joie profonde que nous voyons s'approcher l'heure de l'unité organique de nos deux grands partis !

« Grâce à elle, le prolétariat, prenant conscience de sa force, pourra bientôt briser le fascisme et maîtriser la guerre en s'emparant du pouvoir. »

La Gauche Révolutionnaire s'entend comme pas une à semer des illusions et opiner du bonnet de tous les côtés. Ne pas dire aujourd'hui la vérité sur la plate-forme réelle de fusion du P.S. et du P.C., c'est travailler à empêcher le regroupement pour le véritable parti révolutionnaire, sur une plate-forme d'action marxiste.

mais reliée étroitement à ce dernier, qui, dans le domaine militaire, est incomparablement supérieure à toutes celles qui l'ont précédée et qui, du point de vue révolutionnaire, ne peut être remplacée par aucune autre. En second lieu, cet appareil instauré avec les masses, avec la majorité du peuple, une liaison si étroite, si indiscutable, si facilement contrôlable et renouvelable qu'on en chercherait vainement une semblable dans l'ancien appareil étatique. En troisième lieu cet appareil, qui est élastique et dont le peuple peut à son gré, sans formalités bureaucratiques, changer le personnel, est par là même beaucoup plus démocratique que les appareils antérieurs. En quatrième lieu, il donne une liaison solide avec les professions les plus diverses, facilitant ainsi la réalisation, sans bureaucratie aucune, des réformes les plus différentes et les plus profondes. En cinquième lieu, il donne la forme d'organisation de l'avant-garde des paysans et des ouvriers, c'est-à-dire de la partie la plus consciente, la plus énergique, la plus avancée des classes opprimées et permet par là même à cette avant-garde d'élever, d'instruire, d'éduquer et d'entraîner dans son sillage toute la masse de ces classes qui jusqu'à présent était restée complètement en dehors de la vie politique, complètement en dehors de l'histoire. En sixième lieu, il permet d'aller les avantages du parlementarisme à ceux de la démocratie immédiate et directe, c'est-à-dire de réunir dans la personne des représentants électifs du peuple le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif.

(Lénine.)

LES LIVRES

L.A. BLANQUI

Nous signalons à tous nos amis le livre de Dommanget sur « Blanqui à Belle-Isle », que vient de publier la Librairie du Travail. (1 vol. de 230 p. avec des illustrations, 15 fr.)

Au moment où l'on empoisonne l'esprit des ouvriers, faussant la tradition révolutionnaire du prolétariat avec les rappels du pseudo Jacobinisme des Herriot et autres représentants de la bourgeoisie libérale, il est salutaire de répandre et faire connaître l'exemple de luttes prolétariennes tels que Blanqui. Durant toute sa vie de combattant et d'emprisonné, Blanqui fut l'adversaire des démocrates bourgeois qui cherchent toujours à capter l'énergie révolutionnaire des masses pour mieux les trahir. Dommanget nous décrit dans son livre l'existence et les luttes de Blanqui durant son emprisonnement de 7 années au pénitencier de Belle-Isle, après février 1848. Chemin faisant il éclaire une série de questions importantes sur l'attitude respective du prolétariat socialiste et de la démocratie bourgeoise. Leçon bien actuelle, en ces temps de Front Populaire ! A tous nous recommandons vivement la lecture de cet ouvrage excellent.

Demandez le n° 6 du BULLETIN DE LA LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONNALISTE (B.-L.), édité par le Secrétariat International.

Au Sommaire :

Appel du Parti Ouvrier des Etats-Unis au sujet de la guerre italo-éthiopienne. — L. Trotsky : Etude sur l'Independent Labour Party anglais. — W. H. : La lutte pour la paix en Suède ; Comment la Pravda écrit l'Histoire ; Fin de l'article sur les Armées Rouges Chinoises. — De la vie internationale : Afrique du Sud, Cuba, Argentine, etc., etc. — Prix : 1 franc.

LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 17, RUE DE SAMBRE-ET-MEUSE, PARIS (10<sup>e</sup>)
L. TROTSKY
Histoire de la Révolution Russe
4 volumes à 20 fr. et 25 fr.
Manifestes, Thèses et Résolutions des quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste : 1 volume, 20 francs.
En vente à la LIBRAIRIE DU TRAVAIL.